



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Carrière et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 18 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France

54 Avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2024-168_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS CIDF – Parigné-l'Évêque –
petit_cutesson
Code AIOT : 0006302723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France implanté Le Petit Cutesson 72250 Parigné-l'Évêque. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France
- Le Petit Cutesson 72250 Parigné-l'Évêque
- Code AIOT : 0006302723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France (ci-après dénommée PGCIDF) a repris à partir de 2015 l'exploitation d'une carrière de sable et de grès située au lieu-dit « Le Petit Cutesson » à Parigné l'Évêque, autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 980 2024 du 29 mai 1998. Le site a fait l'objet d'une évolution des activités pratiquées à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2020 autorisant une Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes et de concassage.

La carrière du Petit Cutesson se trouve intégralement sur la commune de Parigné-l'Évêque, au sud du bourg, le long de la route départementale n°52 en direction du bourg de Brette-les-Pins. L'accès

au site se fait à partir des routes départementales n°304 et n°250, la voie communale n°413 et pour finir le chemin rural n°74.

Le site contient des installations annexes :

- un local administratif, une aire de parking attenant ;
- un groupe électrogène pour l'alimentation du site non raccordé ;
- un bassin d'infiltration des eaux ;
- de façon temporaire un groupe mobile de traitement des matériaux par concassage-criblage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périmètre de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 1.3.1 et 2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 3.3.2 et 3.3.4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 4.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de surveillance des émissions de poussières	AP Complémentaire du 27/11/2020, article 4.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Mesures acoustiques	AP Complémentaire du 27/11/2020, article 5.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 5.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Aire étanche et hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 5.1.4, 5.1.5 et 5.1.6	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Garanties financières	Code de l'environnement du 04/07/2024, article R516-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 4.3.2.1 et annexe point 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Plan de gestion déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Prévention des risques d'impact paysager	AP Complémentaire du 27/11/2020, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du site ont été relevées lors de cette visite : l'emprise de l'exploitation n'est pas conforme et manque de sécurisation (clôture,...), les suivis environnementaux sont absents ou incomplets, les activités sur le site ne respectent pas

les prescriptions générales applicables (remblayage, gestion des déchets d'extraction, remise en état, garanties financières,...).

L'exploitant doit mettre en place des mesures correctives, transmettre les justificatifs de la réalisation de ces actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 1.3.1 et 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Débordement exploitation
Prescription contrôlée : 1.3.1 Les parcelles concernées sont cadastrées, section H, n° 527 - 1341 - 1345 - 1347. 2.1 L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les réglementations applicables notamment celles relatives : à l'exploitation des carrières, aux installations classées, à la voirie des collectivités locales, au travail.
Constats : Les parcelles cadastrales ont changé de numéro et les références de l'arrêté préfectoral de 1998 reprises dans les arrêtés complémentaires suivants ont évolué. Le plan d'exploitation de 2023 transmis et présenté lors de la visite d'inspection fait apparaître le débordement des remblais sur la partie Est du site (en dehors du périmètre ICPE) au sein des terrains dont l'exploitant déclare être propriétaire et un débordement du stockage de négoces sur la bordure Ouest du périmètre de l'exploitation sur la parcelle voisine H1344 (en dehors du périmètre de l'autorisation) dont l'exploitant n'est pas propriétaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection des ICPE une matrice cadastrale actualisée faisant apparaître les nouvelles références et la société PGCIDF en tant que propriétaire et un plan cadastral permettant de les situer. L'exploitant doit supprimer les débordements de remblais dans la partie Est et ceux de stocks ou stériles dans la partie Ouest faits hors des limites de l'autorisation. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître la topographie du site après remise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 3.3.2 et 3.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Affichage et bornes
Prescription contrôlée : 3.3.2. L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. 3.3.3. Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : 1°) Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. 2°) Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le panneau indicateur de la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté n'est pas présent à l'entrée du site. Les bornes n'ont pas pu être observées dans la zone de remblais et dans la zone de négoce, au niveau des débordements du périmètre d'exploitation (cf point précédent).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place le panneau prescrit. L'exploitant doit mettre en place les bornes déterminant le périmètre de l'autorisation ainsi que le panneau indicateur de la référence de l'autorisation manquant. Ils doivent être installés et maintenus en place durant l'exploitation du site. L'exploitant doit transmettre un plan de bornage à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et limites
Prescription contrôlée : 4.4.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes

placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<p>Constats :</p> <p>L'accès à la carrière est contrôlé et enregistré via un registre. Un portail de clôture du site et un panneau avec les horaires d'ouverture sont présents. Les clôtures et signalisations sont présentes sur le chemin d'accès principal. La clôture du périmètre du site n'est pas présente partout sur la façade ouest du site (séparation avec les parcelles 1344 et 1343 mitoyennes).</p> <p>Des installations de traitement de matériaux à l'abandon sont en cours d'enfrichement dans cette zone (vendus d'après l'exploitant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La délimitation du périmètre doit être signalée par des bornes (point précédent) et l'exploitant doit clôturer ou mettre en place des dispositifs équivalents pour interdire l'accès aux zones dangereuses.</p> <p>Le matériel n'ayant plus d'utilité doit être évacué du site.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan faisant apparaître la localisation des clôtures et des dispositifs équivalents pour justifier du respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Risque poussières supplémentaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte-tenu des risques d'émissions de poussières supplémentaires, l'exploitant met en œuvre un plan de surveillance des retombées de poussières conformément aux dispositions de la norme NF X 43-01. Le plan de surveillance est soumis à la validation de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27 novembre 2020 autorise une nouvelle activité de négoce tout en augmentant les capacités de broyage-concassage sur la rubrique 2515 pour l'activité de recyclage de déchets inertes sur le site.</p> <p>Cette activité est susceptible d'engendrer une augmentation des émissions de poussières et une prescription spécifique impose l'élaboration, la transmission et la réalisation d'un plan de surveillance à valider par l'inspection.</p> <p>L'inspection n'a pas été destinataire du plan de surveillance des retombées de poussières à valider et la surveillance des retombées de poussières n'est pas encore réalisée au jour de l'inspection.</p> <p>Un plan de surveillance sur les retombées de poussières a été édité et remis lors de la visite d'inspection pour validation (extrait du dossier AENV en cours d'instruction).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan remis n'appelle pas d'observation de l'inspection des installations classées qui le valide.

L'exploitant doit mettre en œuvre le plan de surveillance sur les retombées de poussières. L'exploitant doit respecter les articles 39 et 57 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 applicables aux installations enregistrées sur la surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières à assurer, les fréquences et le bilan à transmettre aux services de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2020, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Points de suivi complémentaires – nouvelles activités

Prescription contrôlée :

Compte-tenu des risques de nuisances sonores engendrées par les nouvelles activités, l'exploitant met en œuvre deux points de suivi supplémentaires qui devront être opérationnels lors des prochaines campagnes de mesures acoustiques. La localisation précise de ces points est soumise à la validation de l'inspection des installations classées. Dans un délai de trois mois, L'exploitant communique la date de réalisation de la prochaine campagne de mesures.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection avant la visite le rapport de suivi environnemental - Contrôle des émissions sonores dans l'environnement (ref ENVM202403079) Version 01 • 05/04/2024 du LCBTP.

Ce rapport conclut à la conformité des niveaux et Emergence sonores mais relève un dépassement des tonalités marquées au lieu « Le Petit Cutesson » (la durée d'apparition est inférieure à 30 %).

Ce rapport n'intègre pas de mesure au niveau des deux points supplémentaires et la localisation précise de ces points n'a pas été soumise à la validation de l'inspection des installations classées. L'exploitant a remis un plan localisant les points de mesures supplémentaires lors de la visite d'inspection (extrait du dossier AENV en cours d'instruction). Cette localisation n'appelle pas d'observation particulière de l'inspection des installations classées qui la valide.

Les campagnes de mesures ont été réalisées lors des activités de transit et négoce mais aucune mesure ne correspond à la présence du groupe mobile (concassage criblage) en fonctionnement sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer de nouveaux contrôles des émissions sonores dans l'environnement en intégrant les points supplémentaires (au droit des riverains les plus proches et sous le vent).

Compte-tenu des risques de nuisances sonores engendrées par les nouvelles activités, une nouvelle campagne de mesurage doit être réalisée par l'exploitant en présence du groupe mobile lors des périodes de concassage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 5.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

5.2.4 - Eaux de ruissellement. Les eaux sont rassemblées en un point bas de la carrière, décantées dans un bassin prévu à cet effet, puis contrôlées avant rejet au ruisseau "Roule Crottes".

Constats :

Le cheminement des eaux de ruissellement a évolué avec le remblayage des zones extraites et la réalisation de fossés de drainage des zones remblayées qui redirigent les eaux de ruissellement vers un bassin en point bas de la carrière.

Aucune analyse de la qualité de l'eau n'a été réalisée sur les eaux de ce bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit contrôler les eaux avant rejet au ruisseau du "Roule Crottes" au regard des paramètres de l'article 5.2.4.2 de l'arrêté préfectoral de 1998 (PH, Température, MEST, DCO, hydrocarbures).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Aire étanche et hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 5.1.4, 5.1.5 et 5.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux superficielles

Prescription contrôlée :

5.1.4 - Capacités de rétention

* Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Chaque cuvette est étanche, vide en fonctionnement normal, résistante aux fluides (agressivité, pression), et aux chocs (collision), et aménagée pour séparer les produits incompatibles entre eux. Les aires de manipulation de ces produits répondent aux mêmes objectifs.

5.1.5 - Produits dangereux

L'exploitant dispose de documents à jour indiquant la nature, la quantité et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (fiches de données de sécurité,...)

Les réservoirs sont étiquetés et équipés de manière que la nature du produit et le niveau puissent être vérifiés à tout moment.

5.1.6 - Ravitaillement et entretien des véhicules et engins

Le ravitaillement et l'entretien des véhicules et engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats :

Le dossier de modification des conditions d'exploiter débouchant sur l'arrêté préfectoral complémentaires du 27 novembre 2020 contenait les allégations suivantes :

« Le site ne dispose pas d'atelier ou de bâtiments techniques regroupant des activités de maintenance susceptibles de générer des risques sur la qualité des eaux.

[...]

Rappelons qu'il n'existe pas de réserve d'hydrocarbure sur le site.

[...]

Le camion ravitailleur alimentant directement les engins »

Il a été constaté lors de la visite un conteneur aménagé en atelier contenant une cuve d'hydrocarbure de 1000L ne présentant aucune garantie en terme de contenance ou de rétention (pas d'étiquetage visible). Une forte odeur d'hydrocarbure se dégage de la zone sur laquelle se situait auparavant le groupe électrogène du site.

Cette cuve sert à l'alimentation souterraine du groupe électrogène déplacé depuis un mois environ

et au ravitaillement des engins sur le site. Le flexible de distribution du carburant de 2016 est endommagé. Il n'y a pas d'aire étanche entourée par un caniveau relié à un point bas pour la récupération des eaux ou liquides résiduels.

Divers produits d'entretiens des engins sont également présents sur des bacs de rétention à l'intérieur du conteneur ainsi qu'une benne D.I.B.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit dans ce cas se mettre en conformité avec l'arrêté préfectoral de 1998 et l'arrêté ministériel de 1994 concernant les aires étanches et la rétention nécessaires pour éviter la pollution des eaux et sols.

L'exploitant doit remplacer le flexible de 2016 de distribution du carburant endommagé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention des risques d'impact paysager

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2020, article 7

Thème(s) : Autre, suivi impact paysager

Prescription contrôlée :

Afin de limiter l'impact paysager lié à la hauteur des stocks de matériaux en transit, la hauteur des stocks est limitée à 8 mètres. L'exploitant effectue régulièrement cette vérification et la tient à la disposition de l'inspection.

Constats :

La vérification des hauteurs des stocks se fait par drone au moment des relevés pour la réalisation du plan d'exploitation annuel. Il a cependant été constaté que le relevé par drone ne permet pas la différenciation de la végétation et des stocks sur les bordures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les stocks doivent être vérifiés régulièrement sur toute l'année en raison des périodes de stockage évolutives en fonction des campagnes de concassage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2024, article R516-1

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des garanties financières

Prescription contrôlée :

Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :

1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;

2° Les carrières ;

[...]

Constats :

Le dernier acte de cautionnement au titre des garanties financières connu de l'inspection date du 2 octobre 2020 et est échu depuis le 31 août 2022. Une relance de l'inspection des installations classée en mars 2022 n'a pas permis d'obtenir la mise à jour des garanties.

Un acte de cautionnement solidaire valide du 1^{er} avril 2023 au 31 décembre 2023 pour un montant de 165 938 euros a été transmis lors de l'inspection. Cet acte est échu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit actualiser l'acte de cautionnement au titre des garanties financières et le transmettre au préfet. Cette transmission doit être complétée par les éléments pour le calcul du montant de référence des garanties financières listés à l'annexe II de l'Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/1998, article 4.3.2.1 et annexe point 13

Thème(s) : Autre, Respect des niveaux de remblais de la remise en état

Prescription contrôlée :

Les travaux de remise en état seront exécutés en 4 phases quinquennales comprenant chacune : le profilage des talus à 45 ° maximum, le nivellement du plancher de l'excavation, la mise en place des remblais inertes et des stériles de l'exploitation, le boisement général. Les niveaux finis des terrains remis en état seront compris entre 103 m IGN au sud et 115 m IGN au Nord.

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION n°980224 DU 29 MAI 1998 point 13. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

Constats :

Les niveaux finis des terrains remis en état ne respectent pas les hauteurs limites de 103 m IGN au sud et 115 m IGN au Nord. L'apport de déchets inertes continue et atteint jusqu'à 118 mètres NGF.

Le plan d'exploitation transmis à l'inspection présente également dans sa partie Est à la place du remblais inerte une zone de transit avec 3 casiers séparés de merlons contenant du nord au sud :

- un mélange de déchets
- un reliquat de croûtes d'enrobés et qui ont été pour certaines recouvertes de remblais (semelles encore visibles par endroit en surface lors de la visite).
- des petits stocks de matériaux

Le plan d'exploitation présente des activités qui ne correspondent pas à la remise en état de cette partie du site par remblayage puis reboisement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remettre en état la surface identifiée sous l'intitulé de « remblais inertes » aux niveaux maximums et selon le profilage définis dans les conditions de son arrêté préfectoral. Les inertes non autorisés en remblais doivent être évacués.

L'exploitant doit justifier la qualité inerte des déchets présents et leur aptitude à permettre la remise en état prévue (boisement).

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître la topographie du site après remise en état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Plan de gestion déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Autre, MAJ Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...]

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Le plan de gestion des déchets d'extraction du site n'a pas été retrouvé ni transmis (datant de 2012).

La mise à jour de ce plan n'a pas été réalisée, malgré des relances de l'inspection, la dernière en date de 2022.

La visite du site n'a pas permis de déterminer la localisation ni le volume de la terre végétale stockée sur le site (les inertes ont déjà été valorisés en remblayage sur le site mais la localisation n'est pas connue).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un plan de gestion des déchets d'extraction tel que défini dans l'arrêté ministériel de 1994 au préfet. Il doit comprendre l'ensemble des informations prévues par l'arrêté ministériel de 1994.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois